

Table des matières

Sigles et abréviations	9
-------------------------------------	---

Sarah CASSELLA

Introduction. La nationalité : naissance et évolution d'une notion	13
I. La nationalité concurrencée dans sa fonction d'intégration	16
A. <i>Affaiblissement du lien entre nationalité et citoyenneté</i>	16
B. <i>Diversification des critères d'intégration</i>	18
II. La nationalité transformée dans sa fonction de discrimination	19
A. <i>Remise en cause des fonctions traditionnelles</i>	19
B. <i>Émergence de nouvelles fonctions de support</i>	21

Première partie

Nationalité et souveraineté

Maxime TOURBE

L'autolimitation de l'État dans l'exercice de son pouvoir de prononcer la déchéance de la nationalité	27
I. Une compétence souveraine de l'État	29
A. <i>Le choix des motifs de la déchéance de la nationalité</i>	30
B. <i>Le choix des protagonistes de la déchéance de la nationalité</i>	31
II. Une compétence limitée par le droit de l'État	34
A. <i>La soumission de la déchéance de la nationalité à des conditions restrictives</i>	34
B. <i>L'interdiction par certains États de la déchéance de la nationalité</i>	35

Sandrine TURGIS

La nationalité au carrefour des souverainetés : la plurinationalité	39
I. L'absence de consécration internationale ou régionale d'un droit à la plurinationalité	43
A. <i>L'évolution du droit conventionnel et des engagements conventionnels visant à réduire les cas de plurinationalité</i>	43
B. <i>L'inexistence d'un droit à la plurinationalité en tant que droit de l'homme</i>	45
II. L'émergence d'une jurisprudence européenne protectrice des droits de l'intéressé en cas de plurinationalité	48
A. <i>L'apport du droit du Conseil de l'Europe</i>	48
B. <i>L'apport de la citoyenneté européenne et de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne</i>	50
Conclusion	52

Mihaela Anca AILINCAI

Le droit à une nationalité : la question de l'apatridie	53
I. Le droit à une nationalité, un droit incomplet	57
A. <i>Des incertitudes concernant les bénéficiaires du droit à une nationalité</i>	57
B. <i>Des incertitudes concernant les débiteurs du droit à une nationalité</i>	59
II. Le droit à une nationalité, un droit relatif	62
A. <i>Des exceptions flexibles à l'interdit de l'apatridie en droit international général</i>	62
B. <i>L'interdit des seules privations de nationalité arbitraires par le droit international des droits de l'homme</i>	64

Deuxième partie

Nationalité et citoyenneté

Rémi PELLET

Nationalité et exclusion de la citoyenneté : l'indigène et le <i>dhimmī</i>	69
I. L'indigène du droit colonial : un Français « non européen » entre le citoyen et l'étranger	76
A. <i>En Algérie coloniale : l'indigène et l'étranger présumé européen</i>	76
B. <i>En Indochine et en Afrique occidentale française (AOF) : l'indigène et l'étranger présumé non européen</i>	78
C. <i>Dans le royaume de Pomaré, en Inde et au Sénégal : des indigènes citoyens</i>	79
D. <i>Le droit colonial de la nationalité, un « racisme d'État » ?</i>	80

II. La citoyenneté dégradée du <i>dhimmī</i> en droit musulman et la politique des « nationalités » de l'Empire ottoman	82
A. <i>La dhimmitude, une citoyenneté dégradée pour les juifs et les chrétiens colonisés</i>	83
B. <i>L'évolution du droit de la nationalité et la disparition des minorités dans l'Empire ottoman</i>	86
 <i>Cécile RAPOPORT</i>	
Nationalité et citoyenneté de l'Union européenne	89
I. La nationalité, critère de l'attribution de la citoyenneté de l'Union	92
A. <i>Le monopole des États en matière d'octroi et de retrait de la nationalité</i>	92
B. <i>L'imparfaite coïncidence entre nationalité de l'État membre et citoyenneté de l'Union</i>	95
II. La nationalité, lien fragilisé par l'exercice des droits de citoyenneté de l'Union	97
A. <i>L'émergence d'un lien nouveau entre le citoyen de l'Union et l'État membre d'accueil</i>	98
B. <i>L'affaiblissement du lien vertical entre le citoyen mobile et son État de nationalité</i>	100
Conclusion	103
 <i>Aurélien ANTOINE</i>	
Nationalité et citoyenneté au Royaume-Uni	105
I. La prévalence de la notion de sujet britannique sur le concept de citoyen	107
II. L'impossible identification de la « nation britannique »	109
III. La construction d'une culture différentialiste	111
IV. Les effets du régime démocratique-libéral	113
Conclusion	120
Annexe explicative sur les six statuts reconnus par le <i>British Nationality Act</i> de 1981 modifié	121

Troisième partie

La protection juridictionnelle de la nationalité

<i>Aude BOUVERESSE</i>	
L'ambivalence de l'approche contentieuse du critère de nationalité en matière de libre circulation des citoyens européens	125
I. Protection et relativisation du critère de nationalité : une ambivalence en cohérence avec l'objectif d'intégration	127
A. <i>Le critère de nationalité au service du champ d'application du droit de l'Union</i>	128
B. <i>La dilution du critère de nationalité au profit du lien d'intégration</i>	130

II. Résurgence et novation du critère de nationalité : un défi pour l'intégration	132
A. <i>La résurgence du lien de nationalité : les limites du passage d'une citoyenneté économique à une citoyenneté sociale</i>	133
B. <i>La novation du critère de nationalité</i>	135
 <i>Peggy DUCOULOMBIER</i>	
Le droit à la nationalité devant les organes régionaux et universels de protection des droits de l'homme	137
I. Le processus de privation de nationalité	141
A. <i>L'interdiction de l'arbitraire</i>	142
1. Les garanties formelles et procédurales	142
2. L'interdiction de l'arbitraire substantiel	146
B. <i>L'interdiction de la discrimination</i>	148
II. Les conséquences de la privation de la nationalité	151
A. <i>Le poids relatif de l'apatridie</i>	151
B. <i>Les liens de la nationalité avec d'autres droits</i>	155
1. La nationalité, élément constitutif du droit matriciel à l'identité	155
2. La nationalité, condition de la jouissance des autres droits	157
Conclusion	158
 <i>Élodie SAILLANT-MARAGHNI</i>	
Le contentieux français de la nationalité	159
I. Le contentieux de la nationalité : un contentieux judiciaire spécifique	161
A. <i>Le difficile fondement de la compétence judiciaire en matière de nationalité : l'état des personnes</i>	161
B. <i>Un contentieux judiciaire empreint de la souveraineté de l'État</i>	163
II. Le contentieux de la nationalité : un contentieux administratif en mutation	165
A. <i>Un contentieux administratif de la nationalité non négligeable</i>	165
B. <i>L'approfondissement du contrôle du juge administratif</i>	168
 <i>Hélène RASPAIL</i>	
La nationalité étrangère (et son absence) devant le juge français	171
I. Prise en compte de la nationalité étrangère par le juge saisi du litige au principal	172
A. <i>Hypothèses dans le champ du droit public</i>	172
B. <i>Hypothèses dans le champ du droit privé</i>	174

II. Procédé de prise en compte de la nationalité étrangère par le juge interne	175
A. <i>Technique de la règle de conflit de lois [non]</i>	175
B. <i>Technique de la reconnaissance de situation [non]</i>	176
C. <i>Technique de l'opposabilité internationale de la nationalité étrangère</i>	176
III. Difficultés de détermination de la nationalité étrangère par le juge interne	177
A. <i>Remise en cause de la réalité de la nationalité étrangère</i>	177
B. <i>Refus de prise en compte de « nationalités » d'entités au statut contesté</i>	178
C. <i>Conflit positif de nationalités devant le juge interne</i>	179
D. <i>Inexistence d'une quelconque nationalité étrangère : l'apatridie</i>	181
IV. Compétence du juge saisi au principal et absence de compétence exclusive du juge judiciaire pour connaître des difficultés liées à la prise en compte de la nationalité étrangère	183
A. <i>L'absence d'exclusivité du juge judiciaire en matière de nationalité étrangère</i>	184
B. <i>Le juge judiciaire, juge de la nationalité française se prononçant accessoirement sur la nationalité étrangère</i>	185
 Olivier RENAUDIE	
Le laissez-passer consulaire, document de voyage ou titre de nationalité ?	187
I. Le statut du laissez-passer consulaire	189
A. <i>Le statut textuel</i>	189
B. <i>Le statut contentieux</i>	190
II. La nature du laissez-passer consulaire	191
A. <i>Laissez-passer consulaire et autorité de la chose jugée</i>	192
B. <i>Laissez-passer consulaire et intérêt supérieur de l'enfant</i>	193

Quatrième partie

La nationalité au-delà des personnes physiques

Jean-Louis ITEN

« Qu'est-ce qu'une entreprise française ? »

Réflexion juridique sur la diplomatie économique française

199

Arnaud DE NANTEUIL

Nationalité et résidence fiscale des sociétés : convergences ?

Contradictions ? Incertitudes

207

 I. La nationalité des sociétés, une nécessité pratique

209

 II. L'ambiguïté du concept de « nationalité » des sociétés
 en droit international

212

249

III. La nécessité d'approches fonctionnelles : la résidence comme rattachement	214
IV. L'utilisation de la résidence fiscale pour lutter contre le détournement des règles relatives à la nationalité	216
V. Le problème des sociétés de personnes : l'approfondissement du décalage entre nationalité et résidence	219
 <i>Niki ALOUPI</i>	
La nationalité des véhicules : une transposition de l'institution à des choses?	223
I. Origine de la nationalité des navires, aéronefs et objets spatiaux : même lien de rattachement pour les trois types d'engins?	225
II. Raison d'être de la nationalité des véhicules et comparaison avec celle des personnes : le même mot pour désigner la même chose ou un seul terme pour des institutions différentes?	228
III. Conditions et conséquences de l'immatriculation des engins : quel équilibre entre liberté, pouvoirs et devoirs de l'État de nationalité?	232
 <i>Didier TRUCHET</i>	
Conclusions	237
I. Une notion actuelle	237
II. Une « notion carrefour »	238
III. Une notion complexe	239
IV. La prééminence de l'État	240
V. Les droits et les devoirs attachés à la nationalité	241
 Les auteurs	 243